Les Cahiers de lecture de L'Action nationale



Favoriser la construction de la vérité

ANNE-CÉCILE ROBERT, *Des nouvelles du mensonge*, Montréal, Lux Éditeur, 2021, 224 pages

Martin Blais

Volume 15, Number 3, Summer 2021

URI: https://id.erudit.org/iderudit/96272ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print) 1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Blais, M. (2021). Review of [Favoriser la construction de la vérité / Anne-Cécile Robert, *Des nouvelles du mensonge*, Montréal, Lux Éditeur, 2021, 224 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(3), 29–30.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



This article is disseminated and preserved by Érudit.

VIGILANCES

Favoriser Ia construction

de la vérité

Martin Blais

Sociologie, Université Saint-Paul

Anne-Cécile Robert

DES NOUVELLES DU

MENSONGE

Montréal, Lux Éditeur, 2021,
224 pages

de et essai de la journaliste française Anne-Cécile Robert (qui enseigne ┛ aussi à l'université de Paris-VIII) ne porte guère, contrairement à ce à quoi on pourrait s'attendre, sur les ravages des médias sociaux en pleine pandémie; il ne porte pas davantage sur la prolifération des fake news ou sur les délires des nombreuses mouvances complotistes. Il ne s'agit pas, pour Robert, de nier l'existence de ces phénomènes, mais la question primordiale à ses yeux est beaucoup plus ample. Elle lance plutôt un appel pour que l'on prenne conscience que nos sociétés dites démocratiques, dominées par le néolibéralisme, ne peuvent plus et ne savent plus débattre afin de construire la vérité lorsque vient le temps de faire de lourds choix de société ou de résoudre de difficiles problèmes. Il y a urgence de réfléchir sur l'importance de la vérité dans le fonctionnement des démocraties et les conditions sociales qui permettent de construire du vrai; plus encore, la qualité des débats et la production de la vérité doivent redevenir un enjeu politique majeur.

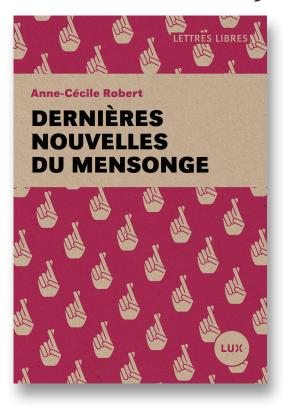
On ne saurait se laisser berner par les prétentions à l'objectivité des grands décideurs économiques ou politiques de ce monde lorsqu'ils récusent telle ou telle revendication populaire qu'ils qualifieront de demande populiste. Ni par celles des grands médias d'information qui, en faisant la promotion du culte du fait et de la vérification, se posent en grands gardiens du vrai. Non plus par les prétentions des experts qui, au nom de la spécialisation et de la science, décrètent en savoir plus que tout autre, même si très souvent ils se prononcent sur des questions se trouvant hors de leurs champs d'expertise. Comme nos sociétés ne peuvent ni ne savent plus construire de la vérité, on se trouve en quelque sorte dans une sorte de mensonge généralisé, ce qui a un impact direct sur la nature des décisions collectives et la démocratie elle-même.

En écrivant ce livre, Anne-Cécile Robert se donne deux tâches. La première est de présenter une conception de la vérité articulée à la fonction décisionnelle du politique en démocratie. La seconde tâche consiste à identifier les principaux ordres de facteurs sociaux qui inhibent la construction de la vérité. L'essai ne se place pas sur le terrain de la philosophie de la connaissance. Pour elle, les choses sont assez vite réglées, me semble-t-il, puisqu'elle postule que le réel social est connaissable, à condition 1) qu'on mette en place les conditions sociales nécessaires et 2) que, collectivement, on y mette les efforts requis. Les principaux obstacles à la construction collective de la vérité sont surtout politiques et idéologiques.

La conception de la vérité que l'autrice met de l'avant est clairement rationaliste. Pour elle, l'esprit humain peut énoncer des choses passablement adéquates sur le réel social. Cependant, la vérité n'est pas une sorte de fruit que l'on cueille facilement en levant le bras, c'est le résultat d'une construction. La réflexion et la délibération permettent d'aborder un problème en élaborant des enchaînements de causalité et des liens de conséquences valables; elles permettent de développer des représentations de situation qui intègrent de multiples dimensions et qui articulent de relations complexes de phénomènes; et puis, chose cruciale, elles permettent le discernement.

Comme nos sociétés ne peuvent ni ne savent plus construire de la vérité, on se trouve en quelque sorte dans une sorte de mensonge généralisé, ce qui a un impact direct sur la nature des décisions collectives et la démocratie elle-même.

Précisions davantage le mot «construction», lequel est de nos jours tellement malmené. Disons d'abord qu'il s'agit d'un processus collectif. Robert s'associe à cette vaste tradition qui voit le débat comme le moyen par excellence pour faire advenir la vérité. L'inclusion de nombreux points de vue distincts, voire opposés, est le seul moyen d'appréhender les multiples dimensions d'un phénomène complexe (même si, en même temps, le tri des conceptions rajoute en difficulté). Cela dit, pour progresser en vérité, tout le monde doit déployer un grand effort intellectuel. À savoir: se départir de ses prétentions à la supériorité cognitive; s'efforcer d'identifier le plus de préjugés possible, surtout les siens; s'astreindre à l'examen constant des raisonnements; s'obliger à la confrontation des points de vue. Le terme construction désigne en outre un processus de sélection: on discute et critique différents échafaudages conceptuels dont le destin est, pour la plupart, bien incertain.



On a dit que les principaux obstacles à la construction collective de la vérité sont surtout politiques et idéologiques. Deux illustrations aideront à comprendre ici. Lorsque des économistes décrètent que le Brexit est une absurdité économique, leur déclaration n'est rien de plus qu'une affirmation de pouvoir, faite de prétention corporative et d'autoritarisme idéologique. Il s'agit essentiellement de l'effort d'acteurs sociaux puissants qui cherchent à refuser à tel autre acteur le droit de participation à la discussion politique par des pratiques de disqualification bien classiques. Ce qu'une telle illustration fait voir, c'est que non seulement les actes discursifs affirmant péremptoirement le pouvoir des uns ou visant l'exclusion des autres sont légion, mais aussi, et surtout, que nos sociétés portent en leur sein d'innombrables barrières institutionnelles limitant la discussion politique. Écouter les interventions populistes de Brexiters ou de Gilets jaunes permettrait de mieux voir les conditions de vie de certaines couches de la population ayant rarement la capacité à se faire entendre. Prenons un second exemple: les médias d'information dits traditionnels. Robert n'ignore sûrement pas qu'ils vivent des temps difficiles et qu'ils sont souvent pris à parti; néanmoins, elle préfère porter son regard sur des phénomènes comme le déversement incessant de nouvelles. Cette industrie de la nouvelle constamment renouvelée, contrôlée par de grands intérêts économiques, nous inonde quotidiennement de faits, de données chiffrées, de descriptions, de comptes-rendus. En pratique alors, cette industrie ne fait rien de plus que de nous gaver cognitivement: au lieu de contribuer à la construction de la vérité, la surabondance de données disparates, souvent anecdotiques, ralentit et En pratique alors, cette industrie ne fait rien de

plus que de nous gaver cognitivement: au lieu

de contribuer à la construction de la vérité, la

surabondance de données disparates, souvent

anecdotiques, ralentit et disperse le public tout

en créant chez plusieurs une impression fausse

de compréhension des choses.

Ame delica talant DERNIÈRES DU MENSONGE

Dernières nouvelles...

suite de la page 29

disperse le public tout en créant chez plusieurs une impression fausse de compréhension des choses.

Ces deux illustrations permettent de voir ce que Robert entend par «mensonge omniprésent». Les phénomènes de ce genre sont multiples, ils sont de nature institutionnelle et sont souvent associés à des réalités de pouvoir. Combinés, ils ont des effets lourds et insidieux, comme celui d'exclure et de distraire. Et puis, ces

phénomènes induisent de fausses impressions de vérité. Dans l'ouvrage toutefois, l'autrice brosse un tableau nettement plus large et complet que ce que l'on vient de voir. Robert traite tour à tour de pratiques de contrôle de la circulation des informations, de production institutionnelle de statistiques (et de la fascination qu'elles créent),

d'idéologie (et de ses effets d'effacement), de contrôle du web par de très grandes entreprises, de comportements dans les médias sociaux. Le tableau qui en ressort est assez saisissant.

Au terme de cette lecture, on se dit que l'autrice a bien démontré la nécessité de faire de la vérité un enjeu politique de tout premier ordre; cependant, je ne partage pas son optimisme sous-jacent. Robert semble croire que l'on pourra rétablir la capacité collective à construire la vérité au terme d'une action politique conséquente. Son rationalisme assez vigoureux l'empêche de s'interroger sur une autre partie du problème, soit les limitations naturelles de la cognition et des capacités humaines à la délibération. On a compris que, pour elle, ce qui importe c'est d'atténuer l'impact des obstacles sociaux à la délibération comme ceux que l'on a vus. Soyons plus juste: elle insiste aussi, il est vrai, sur la nécessité de rétablir une culture de la discussion ouverte et rigoureuse. J'ai malgré tout mes doutes quant à son optimisme de fond. Je suis de ceux qui croient que l'on peut difficilement attendre tellement plus des millions de personnes – moi compris – qui sont concernés par la démocratie quand bien même on parviendrait à changer les pratiques des médias traditionnels ou ce qui se passe dans les médias sociaux. Tout simplement parce que l'esprit humain ne correspond pas à cet idéal de rigueur, de méticulosité et de concentration.

C'est une grande question que l'on pourrait discuter longtemps. Je me limiterai à deux brèves remarques sur le terrain des comportements cognitifs pour esquisser ce qui me fait douter. Depuis longtemps, depuis les années 1930 au moins, la psychologie sociale montre le poids des groupes sur les convictions et plus encore sur l'expression des convictions personnelles. En admettant que la réputation au sein d'un groupe soit pour chacun une ressource

VIGILANCES

précieuse, on observe constamment que, dans des situations ambiguës, la plupart des individus éprouvent de sérieuses réticences à exprimer avec sincérité en public un point de vue discordant -- de peur d'être objet de critiques ou de représailles. Ce phénomène a été étudié d'innombrables manières en divers contextes et, même si on a apporté toutes sortes de nuances, la tendance des individus à la prudence et à la réserve s'observe massivement (et elle donne souvent lieu à des travestissements d'opinion ou à des adhésions de façade). Faites vous-mêmes l'expérience lors d'une réunion de travail un peu délicate... Voici ma seconde observation, et elle est de la même

eau: cela concerne le phénomène d'économie cognitive. Il existe une montagne de travaux en psychologie sociale et en économie béhaviorale sur la tendance spontanée des humains à contenir leurs efforts cognitifs et à simplifier la tâche de compréhension du réel (dans la littérature, on parle de biais, d'heuristiques, de système cognitif par défaut, etc.) Une

telle prédisposition favorise grandement l'action et la prise de décision, mais elle nous conduit, toutes et tous, à commettre à l'occasion des erreurs importantes, en toutes sortes de domaines y compris les choix de carrières, l'achat de maison, etc. On aura compris ma perplexité: la représentation très documentée que fait la psychologie sociale de la cognition humaine est finalement assez peu compatible avec les exigences de la délibération forte que pose Robert.

Je termine en remarquant que notre autrice se situe très nettement à gauche. Cela transparaît absolument dans sa conceptualisation des enjeux et des facteurs qui inhibent la construction de la vérité. Son propos est néanmoins fort surprenant. En même temps qu'elle critique les médias ou les pratiques institutionnelles de grands acteurs sociaux, elle se montre exigeante envers les acteurs de gauche. Elle fait valoir que ceux-ci sont loin d'être exemplaires lorsqu'il s'agit de de qualité des débats: il existe chez eux une tendance lourde à refuser tout de go des points de vue parce que méprisables par définition ou à discréditer des opposants à coups d'attaque ad hominem. Le développement d'une culture de la délibération concerne donc aussi la gauche. Et puis, Robert est d'une gauche que l'on ne voit pas trop par les temps qui courent en Amérique du Nord. Je trouve étonnant surprenant son rationalisme assumé et son désir de favoriser l'inclusion dans la construction de la vérité. La tonitruante gauche post-post-moderne universitaire américaine, on le sait, refuse massivement l'idée d'une vérité UNE, accessible par la raison; elle préfère voir une prolifération des vérités multiples, situées et subjectivement vécues. D'ailleurs, l'usage systématique du mot «construction» par Robert est ici très révélateur: cette même gauche, elle, ne parle plus guère que de «déconstruction» des autres discours. ❖



Poser les problèmes pour les résoudre

Abonnez-vous pour bien suivre!

actionnationale.quebec